

LA SOLIDARITE A L'EPREUVE D'UNE SOCIETE D'INDIVIDUS

**Lundi 18 janvier 2010 à 20h30
au Phare à Tournefeuille**

Soirée débat animée par le
**Cercle CONDORCET de la Ligue de
l'Enseignement 31**

**Dans le cadre des soirées de l'atelier
ENJEUX, de l'Amicale Laïque de
Tournefeuille (ALT)**

Liens :

<http://ligue-2010.blogspot.com>

<http://www.ligue31.net/>

<http://altournefeuille.org/>



La solidarité à l'épreuve d'une société d'individus

Aboutissement d'une société de masse, d'exigence républicaine et de mobilisation ouvrière, la conquête de la sécurité sociale a été un énorme progrès. Elle complétait la solidarité familiale et de proximité par une solidarité bâtie dans l'entreprise basée sur des cotisations sur des salaires de masse.

Aujourd'hui elle doit faire face à une évolution démographique contraignante (vieillesse de la population). L'entreprise recentrée sur son cœur de métier fait appel à des sous traitants de statuts plus précaires et rejette la prise en compte des « non productifs » sur la cité.

Parallèlement une exigence individuelle de plus en plus forte se fait jour, conjuguée avec une méfiance des prélèvements pour compenser les difficultés des plus démunis.

Comment une société démocratique peut-elle reconstruire les solidarités ?

Qui ne peuvent être construites sur le seul recours à « Etat guichet » dont les ressources connaissent une érosion

Qui ne peuvent être laissées à la seule compassion ou générosité charitable (vision régressive de toute ambition politique)

Comment peuvent-elles être construites à partir d'une exigence éthique « l'égalité en dignité de tous les êtres humains » et sur l'interdépendance de tous les humains, comment organiser le devoir social, la « dette sociale » que se doivent des citoyens égaux en droit quels que soient leur âge, conditions, religions ou convictions

Quelle part peut y prendre la prévention individuelle, la solidarité familiale, l'action volontaire (mutualiste ou associative) la protection sociale et la politique sociale ?

Cette solidarité ne peut aujourd'hui se limiter à l'état national. Quelles démarches, politiques sont à mettre en place pour que l'Europe soit un espace de prospérité partagée ?

Quelles réponses apporter pour que l'Objectif du millénaire « Diminuer par deux d'ici 2010 la population vivant sous le seuil de pauvreté » devienne réalité ?